

BILAN TS1

Semaines 12-13 Questionnaire Zéro

LES CONSIGNES p 1

LA CORRECTION pp 1-2

LE COURS EN LIGNE (trace écrite) pp 3-4

I - CONSIGNES

5°) Expliquez les acronyme suivant : IPH et IDH, dites comment on les calcule et si à votre avis ce sont de bons indicateurs du sous-développement.

6°) Lisez l'article en ligne à l'adresse suivante :

https://www.scienceshumaines.com/ces-pays-emergents-qui-font-basculer-le-monde_fr_27711.html et utilisez le premier paragraphe (en gras) pour proposer une définition possible de ce que sont "les pays émergents". Trouvez les cinq caractéristiques du décollage caractérisant les pays émergents, puis rappelez ce que signifient les initiales PMA et pourquoi les pays désignés ainsi ne peuvent pas être qualifiés d'émergents. Dites enfin quelle autre expression plus appropriée s'applique à des pays tels que le BRICS et précisez quelles sont les cinq nations regroupées sous ce sigle.

7°) QCM

II - CORRIGÉ

Question 5

IPH (Indicateur de Pauvreté Humaine) créé par l'ONU. Pour le calculer on se base sur trois indicateurs : l'espérance de vie, en fait les décès avant 40 ans, le niveau d'éducation – d'après l'analphabétisme- et les conditions de vie (d'après l'accès à l'eau potable, au service de santé, et la malnutrition...). Cet indicateur IPH 1 est complété par un IPH2 adapté aux pays développés : dans leur cas on rajoute comme indicateur pris en compte l'exclusion sociale (d'après le chômage de longue durée). L'IPH est exprimé en pourcentage, plus il est élevé, plus le pays est considéré comme "pauvre". (IPH1 du Niger 62 % contre 6 % pour Singapour ; IPH2 des Etats-Unis 16% contre 7% pour la Suède).

IDH (Indicateur de Développement Humain). Les trois indicateurs pris en compte pour l'évaluer sont l'espérance de vie, l'accès à l'éducation et le PIB/habitant. Il est compris entre 0 et 1. Plus l>IDH se rapproche de 1, plus le niveau de développement du pays est élevé. Il est de fait compris entre 0,35 et plus de 0,9.

IPH et IDH deux indicateurs sont de bons indicateurs de sous-développement puisque, dans leurs calculs, ils prennent en compte des éléments significatifs du sous-développement : à savoir l'espérance de vie ou bien encore le niveau d'éducation. Cependant ,ils sont très fortement corrélés aux revenus, ce qui peut fausser les comparaisons entre pays, dont certains offrent des services gratuits aux habitants et ne tiennent aucun compte du niveau de démocratie et de liberté dont jouit la population.

Question 6

Les pays émergents sont des pays qui autrefois étaient considérés comme sous-développés et étaient négligés par les investisseurs, mais qui -aujourd'hui- se révèlent comme des états en développement rapide et dont l'économie prospère ou posséderait un fort potentiel de croissance.

Les caractéristiques de leur décollage sont - d'après l'historien Claude Chancel - caractérisés par « cinq E » qui sont : État, éducation, entreprise, épargne et exportation.

Le sigle PMA signifie Pays les Moins Avancés, les pays qualifiés ainsi ne peuvent pas être considérés comme émergents puisqu'ils ne remplissent pas les critères correspondant aux pays émergents. Leur état est souvent défaillant sinon failli, le niveau d'éducation de leur population est faible, la capacité d'épargne nationale inexistante... La croissance de leurs productions et exportations est moins soutenue que celle de leur explosion démographique.

Certains pays émergents sont des puissances régionales au détiennent une influence mondiale. Ce sont par exemple la Chine, l'Inde ou bien encore le Brésil, la Russie, l'Afrique du Sud ; un groupe de nations appelées les BRICS. Ce sont « puissances »s émergentes ou encore des « puissances ascendantes » ce qui n'est pas le cas de tous les pays émergents.

Question 7

La définition des pays émergents est assez floue pour englober l'ensemble des pays en développement (sauf les PMA) et être prise comme un synonyme de PVD
OUI, même s'il s'agit en fait d'un abus de langage

La définition des pays émergents varie avec les circonstances et selon les critères (exemple de l'Angola)
OUI car certains classent ce pays pétrolier parmi « les lions africains » alors qu'il est l'un des pays les moins développés du continent !

Les pays émergents sont des pays du Sud qui s'intègrent au plan économique et s'insèrent au plan géographique dans le processus de mondialisation.
NON car si l'on s'insère dans un système (économique ou autre) on s'intègre dans un espace (mondialisé, notamment).

C'est une banque qui a inventé les BRICS, en omettant au départ d'y faire figurer l'Afrique du Sud.
OUI (Goldman Sachs)

L'Afrique du Sud ne correspond pas forcément à la définition des pays émergents d'après Christophe Jaffrelot car sa stabilité est sujette à caution.
OUI si l'on considère le niveau de violence caractérisant la société sud-africaine et le relative jeunesse de son système représentatif, fragile pour certains observateurs.

Parmi les "candidats du futur proche" aux yeux des économistes des pays en développement sont déjà qualifiés d'émergents par certains géographes.
OUI car beaucoup d'usages assimilent émergents et PVD

"La croissante insolente" des émergents n'est pas forcément durable : le Brésil a notamment connu un fort ralentissement de sa croissance après la présidence de Lula Da Siva, et même une récession économique.

OUI c'est là une part importante du phénomène, récent, dit de slowbalisation (ralentissement de la mondialisation, faiblesse des taux de croissance dans le Sud).

II – COURS, trace écrite

La dynamique des grandes aires continentales...

L'AMÉRIQUE

1 – Superpuissance déclinante contre puissance ascendante :
le rôle mondial et les dynamiques territoriales des Etats-Unis et du Brésil

A– Les dynamiques régionales aux Etats-Unis

CARTE : les manifestations de "l'Hyperpuissance" sur le sol américain

CARTE POUR LE BACCALAURÉAT

1. Une division tripartite du territoire
2. Un réseau urbain étoffé
3. Des facteurs de dynamisme contradictoires

B - L'organisation spatiale du Brésil

CARTE : Des inégalités sapant les bases de la septième économie mondiale

CARTE POUR LE BACCALAURÉAT

1. Commodités et contraintes
2. Principales dynamiques
3. Persistance d'importants contrastes régionaux

Pour dessiner la production graphique : voir ici le croquis fini

C - Le rôle mondial de deux géants que tout est censé opposer

C1 Le Brésil : "pays d'avenir qui le restera longtemps" ou véritable puissance ascendante ?

- Un "Grand" supposé, dont la mondialisation est imparfaite (voir carte)

un seul très grand port, Santos, pesant à lui seul pour un quart des échanges nationaux (mais comptant parmi les escales importantes au plan global)

un déséquilibre entre les deux façades littorales du pays. Au Sud, des trafics diversifiés pour une interface majeure desservant un hinterland puissant (Santos est le port de Sao Paulo et du "triangle utile") mais au Nord : des ports exportant surtout des matières premières et primaires

une seule interface terrestre : la frontière du Sudeste (le Brésil est paradoxalement relativement enclavé et ses autorités se préoccupent de contrôler l'immigration voire de construire des "murs"

aux frontières, en contradiction avec l'esprit de coopération incarné par l'UNASUR et avec les tendances historiques d'un Brésil lui-même expansionniste)

un seul grand hub aérien : Sao Paulo, l'unique ville-monde du pays, aujourd'hui la sixième économie mondiale

- Encore un nain politique et un "hardpower limité"

le "Getulisme" a fait long feu (et avec lui l'ambition développée dans les années 50 par le dictateur Getulio Vargas de devenir le leader des pays latins) mais le Brésil est un état écouté dans le monde, de par le volontarisme très moderne de l'état (Brasilia, capitale artificielle à l'architecture monumentale) les expériences sociales avant-gardistes qui y sont menées (Curitiba, la ville des Gens, modèle de ville précurseur du développement durable) l'ampleur de sa puissance culturelle et médiatique (TV globo) le nombre et le dynamisme de ses habitants ("Dieu et Brésilien")

mais l'armée brésilienne ne dispose pas de moyens militaires proportionnés à sa puissance économique ni à ses ambitions politiques (prétentions à gérer le plateau continental de l'Atlantique

voire à influencer l'Afrique).

le pays ne dispose pas d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU et se mêle peu des crises internationales les plus aiguës, il est isolé au sein de l'OEA, majoritairement hispanophone et sensible aux arguments des opposants (écologistes et/ou défenseurs des indigènes) à son programme hydro-électrique et à l'exploitation abusive des ressources amazoniennes, sujets qui lui valent d'être également critiqué dans les pays occidentaux

- Des limites à la "mondialisation heureuse" jadis incarnée par Lula

le Président Lula (2003-2011) crédité d'avoir fait sortir de la pauvreté 40 millions de ses concitoyens, et son successeur Dilma Rousseff (2011-2016) connue pour avoir organisé la coupe du monde de football en 2014, tous deux issus du Parti des Travailleurs, ont entrepris de réconcilier la société en intégrant la population des favelas, et revendiqué l'Africanité supposée des Brésiliens, mais la seconde a du faire face au retournement de la conjoncture puis à la récession et a mis en place une politique d'austérité très impopulaire

la coopération tentée avec Cuba et le Vénézuéla et le dialogue avec l'Europe ont paru un moment faire du Brésil un pays contre-balançant la puissance nord-américaine, mais des affaires de corruption ont terni l'image de Lula (condamné et incarcéré) comme de Rousseff, impliqués dans d'importants scandales

le Président Bolsonaro, élu en 2018, est connu pour ses provocations verbales (misogynie et racisme assumés, nostalgie de la dictature militaire, apologie de la violence politique) et incarne la volonté de revanche des classes moyennes blanches brésiliennes et des élites économiques, lassées de la gabegie et de l'insécurité prégnante. Son laissez-faire en matière de déforestation (+ 85% en 2019) le rend très antipathique à de larges secteurs de l'opinion publique internationale, qui voit en lui un populiste sur le modèle de Donald Trump voire un leader d'extrême-droite.

C2 Les Etats-Unis : Goliath dominateur

- La seule superpuissance confirmée

le monopole de la superpuissance constaté en 1991 conduit le pays à s'engager dans la voie d'un unilatéralisme décrié (d'où l'accusation d'hyperpuissance, expression péjorative dans sa bouche, portée par le ministre français des affaires étrangères Hubert Védrine en 1998) mais la fin de la menace communiste permet le renoncement à la doctrine d'ingérence développée par Ronald Reagan, ses successeurs s'efforçant globalement d'avoir de bons rapports avec l'ensemble de l'Amérique Latine

- Une hégémonie régionale presque complète

le démantèlement progressif (commencé sous Roosevelt) des textes de loi autorisant les Etats-Unis à intervenir dans les affaires intérieures de leurs voisins, notamment Cuba et les pays d'Amérique centrale) n'a pas mis fin à une longue tradition d'ingérence (directe ou par coups d'état interposés) toutefois moins ostensible au XXIème siècle ; les Etats-Unis restent les gendarmes et le principal fournisseur économique de la région, où se trouveraient les secondes plus importantes réserves en hydrocarbures du monde, mais ils n'ont pas réussi à créer la grande zone de libre échange voulue par le Président Clinton dans les années 90. Barak Obama a renoncé définitivement en 2008 à faire pression pour l'imposer et Donald Trump est plutôt un adversaire du projet.

- Un modèle très contesté mais encore séduisant

l'Amérique est très critiquée (notamment par le défunt Président vénézuélien Chavez et l'ALBA) mais demeure un centre d'attraction très important (vers lequel convergent des "caravanes de migrants" très médiatisées, dont l'administration américaine actuelle veut se protéger par la construction d'un mur dont elle prétend que la Mexique doit payer sa construction)

2 - Un rapport de force déséquilibré et une intégration continentale en panne ?

A - Deux unions économiques majeures : Le Mercosur et l'Alena

Voir un croquis : Nord et Sud en Amérique

Le MERCOSUR, mis en place entre 1985 et 1995, est le troisième plus grand marché au monde, censé (déclaration de Cuzco, 2004) absorber la communauté andine et déboucher sur la construction d'une véritable union économique et politique sur le modèle de l'Union Européenne. Mais le processus est retardé, voire en panne depuis 2010, et l'accord commercial négocié entre le MERCOSUR et l'Europe vient d'être enterré en 2019 par Emmanuel Macron, qui s'oppose à Jair Bolsonaro, accusé de ne pas respecter les engagements pris par le Brésil en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

L'ALENA, accord de libre échange nord américain signé en 1994, est le second marché au monde et associe les trois pays d'Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis et Mexique). Il vient d'être renégocié, le Canada protestant notamment contre les indemnités réclamées par des sociétés privées des Etats-Unis s'estimant lésées par des politiques publiques canadiennes et Donald Trump s'inquiétant d'une balance commerciale devenue déficitaire avec le Mexique au point d'exiger le rapatriement de certains IDE et de pousser à l'adoption d'un salaire minimal dans l'automobile pour limiter la concurrence déloyale. Les flux commerciaux mais aussi migratoires ont augmenté avec l'adoption de l'ALENA, certains pensant que la concurrence du maïs états-unien a poussé de nombreux ruraux à quitter le Mexique pour tenter leur chance chez leur voisin du Nord

B - Un projet libre-échangiste longtemps perçu comme potentiellement profitable aux seuls Etats-Unis et rejeté pour cette raison

La proposition des Etats-Unis d'intégrer dans un seul marché toutes les Amériques prend d'abord la forme de la ZLEA : zone de libre échange destinée à agrandir et remplacer l'ALENA. Dénoncé par le MERCOSUR et nombre de dirigeants sud américains, le projet débouche faute de mieux, en 2005, sur un accord passé avec une poignée d'états d'Amérique centrale (ALEAC). Puis par des accords bilatéraux (Traités de Libre Commerce dits TLC et passés notamment par l'Administration Bush).

L'opposition des altermondialistes et de certains pays sud américains soucieux de leur indépendance conduisent le Président Obama à renoncer à la ZLEA, son successeur choisissant une politique plus protectionniste (du marché et des emplois aux Etats-Unis).

C - Des velléités d'indépendance encore peu abouties dans l'Amérique dite Latine et des tensions internes très importantes

L'insistance de George W Bush à promouvoir le projet étatsunien de marché unique interaméricain suscite la création de l'ALBA (qui signifie « aube » en espagnol) un traité de commerce ostensiblement destiné à contrer l'influence des Etats-Unis. Cette alliance est née le 14 décembre 2004 à La Havane, par la déclaration conjointe signée par Hugo Chávez et Fidel Castro et a rassemblé rapidement plus d'une dizaine de membres. En 2019 : Cuba et le Venezuela, mais encore le Nicaragua, la Dominique, Antigua-et-Barbuda, l'Équateur, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, Saint-Christophe-et-Niévès et la Grenade (dans l'ordre d'adhésion).

Mais le Honduras ne fait plus partie de l'ALBA depuis 2010 et le coup d'État ayant renversé le Président Manuel Zelaya De même la Bolivie s'est retiré également de l'Alliance Bolivarienne des Peuples en novembre 2019 après la démission et l'exil du président Evo Morales. Les gouvernements de gauche tentés par l'ALBA s'exposent à des entreprises de déstabilisation. Avec la crise de 2008 et la montée de l'urgence climatique, les tensions entre indigènes et ladinos en Amérique centrale, et entre riches et pauvres, droite et gauche, un peu partout, sont à l'origine d'une flambée de violence dans de nombreux états (tout récemment, au Chili, suite à la hausse des prix et à des salaires et des retraites insuffisantes). les gouvernements eux-mêmes n'ont pas toujours des relations cordiales (contentieux entre la Bolivie et le Chili).